

Je passe maintenant, monsieur l'Orateur, à la troisième phase de ce programme national d'expansion, à savoir le redressement de la balance commerciale qui est en ce moment sérieusement défavorable. En juillet dernier, lors d'un débat sur ce sujet, vous vous rappellerez, monsieur l'Orateur, que nous avons signalé trois graves faiblesses de la situation du Canada du point de vue du commerce extérieur. Tout d'abord, nos échanges commerciaux se faisaient avec un seul pays, les États-Unis, à un point vraiment dangereux; en deuxième lieu, nous étions en face d'un déficit commercial d'ensemble sans précédent au chapitre des denrées et, troisièmement, nous enregistrons dans ce pays avec qui nous faisons le plus d'échanges, un déficit commercial plus élevé que jamais.

Nous avons alors signalé que 73 p. 100 de nos importations venaient des États-Unis, tandis que 60 p. 100 de nos exportations allaient à ce même pays. D'autre part, le commerce que nous faisons avec le pays suivant par ordre d'importance des échanges, c'est-à-dire le Royaume-Uni, ne représentait qu'une fraction de nos échanges avec les États-Unis: 11.6 p. 100 de nos importations provenaient du Royaume-Uni et seulement 18 p. 100 de nos exportations allaient à ce pays.

Que s'est-il passé depuis? Pour ceux qui réfléchissent, la situation est devenue bien plus inquiétante. En effet, comme l'indique la statistique commerciale récente, durant toute l'année 1956, le Canada a enregistré une balance commerciale défavorable de 1,290 millions de dollars aux États-Unis, ce qui est de loin la plus grande jamais connue.

Pour l'ensemble de ses échanges mondiaux, notre pays a enregistré, en 1956, une balance commerciale défavorable de 848 millions de dollars, soit plus du double de celle de 1955. C'était la quatrième année de suite que le Canada enregistrait, dans le commerce mondial, une balance défavorable. Ces chiffres sont inquiétants. Alors que nos exportations sur les divers marchés du monde augmentaient de seulement 11.8 p. 100, nos importations en provenance de divers pays augmentaient de 21.2 p. 100 par rapport à 1955. Cette statistique jette une lumière crue sur les dangers qui nous menacent et que nous signalions en juillet dernier. En outre, cette tendance aux déficits commerciaux va à l'encontre de ce qui se passe dans la plupart des pays du Commonwealth.

Le ministre du Commerce n'est pas très sûr de ses chiffres. Quand, le 5 du mois courant, on lui a posé une question au sujet de la statistique que je viens de citer: augmentation de 11.8 p. 100 au chapitre des exportations et de 21.2 p. 100 au chapitre

des importations, en ce qui concerne 1956, il a répondu, comme en fait foi la page 1009 du hansard, que les exportations avaient augmenté d'environ 11 p. 100 et qu'il en allait à peu près de même des importations. Cela revient à dire que 11 p. 100 sont à peu près la même chose que 21 p. 100 ou, si l'on préfère les chiffres aux pourcentages, que 999 millions de dollars, chiffre de l'augmentation de nos importations, sont à peu près la même chose que 551 millions, chiffre de l'accroissement de nos exportations.

On nous a déjà dit de l'autre côté: Qu'est-ce qu'un million de dollars? Le ministre nous apprend qu'une somme de 448 millions ce n'est presque rien, car, pour lui, 999 millions sont à peu près la même chose que 551 millions. Étonnez-vous après cela que notre commerce soit placé dans une situation fort précaire par suite de ce déficit commercial aux proportions énormes!

Cependant, le gouvernement continue de fermer les yeux sur la situation. Aucun de ceux qui siègent sur les banquettes d'en face n'est préoccupé. Le ministre du Commerce se rend au Japon et déclare, ainsi qu'on pouvait le lire dans le *Globe and Mail* du 29 octobre:

Le Canada est peut-être le marché le plus libre du monde et le moins assujéti aux restrictions.

La situation ne l'inquiète pas. Et, quand on a demandé au premier ministre le 29 septembre, ce qu'il pense de cet énorme déficit commercial qui ne cesse de grossir, il a répondu, s'il faut en croire aussi le *Globe and Mail*:

Le premier ministre St-Laurent a déclaré aujourd'hui que le fort déficit commercial du Canada "ne lui causait aucune espèce d'inquiétude".

Voici ce qu'on lisait le même jour dans le *Telegram* de Toronto:

Il (le premier ministre) a fait remarquer en plaisantant que, pour ce qui était de l'optimisme, il avait été converti au genre d'optimisme du ministre du Commerce, M. C. D. Howe.

Je conseille au premier ministre de choisir un peu plus soigneusement son genre d'optimisme avant d'adopter celui-là. Ce n'est pas celui qui tient compte des réalités.

Le Gouvernement s'est contenté de voir le Canada perdre ses débouchés pour ses produits agricoles au Royaume-Uni et ailleurs. Cela ne l'inquiète point et, quand on a demandé au premier ministre à la Chambre, le 5 février, si le Gouvernement prendrait des dispositions pour convoquer une conférence commerciale et économique du Commonwealth, il a répondu, ainsi qu'on peut le lire à la page 1009 du hansard:

On n'a pas songé à prendre l'initiative d'une conférence commerciale du Commonwealth et l'on n'a pas présentement l'intention de prendre une telle initiative.